



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

Après les énormes manifestations du 31 janvier : on ira jusqu'au retrait !

La journée de grève et de mobilisation du 31 janvier, encore plus massive que la précédente, a été un succès : les syndicats nous ont compté à plus de deux millions dans les rues, et même la police a reconnu que plus d'un million deux-cent-mille personnes ont défilé. C'est au moins 10 % en plus que le 19 janvier.

La grève a été suivie dans des secteurs très divers. Dans les grosses entreprises publiques (EDF, Engie, la SNCF...), les taux de grévistes se maintiennent, comme dans les raffineries de Total ou dans l'Éducation. Et comme le 19 janvier, les entreprises du privé ont également fait grève, ce qui a été visible dans les manifestations : là des ouvriers de la métallurgie ou de la chimie, ici des travailleurs de l'agro-alimentaire. Sans oublier la jeunesse des lycées et des facultés, plus nombreuse que la dernière fois !

Avec ce nouveau succès, la réforme est touchée, mais pas encore coulée. Le gouvernement reste pour l'instant inflexible et droit dans ses bottes. Mardi 7 et samedi 11 février, l'ensemble du monde du travail est à nouveau appelé à faire grève et à manifester par l'ensemble des directions syndicales. Il est à peu près clair que ces journées seront encore à la fois un succès et des démonstrations de force à même de renforcer l'opposition à la réforme, mais pas de nature à faire plier Macron si elles restent isolées.

De l'argent, il y en a dans les caisses du patronat !

Les capitalistes ont tiré parti de la pandémie de Covid et des crises qui l'ont suivie pour encore accroître leurs richesses. C'est désormais un Français, Bernard Arnault, qui trône à la première place des fortunes mondiales.

Alors non seulement les caisses de retraite sont excédentaires de 3,7 milliards d'euros, mais elles le seront encore plus si nous reprenons aux actionnaires, aux patrons et à l'État ce qu'ils nous volent tous les jours par l'exploitation au travail.

Des grèves éclatent un peu partout sur les salaires. Loin de nuire à la mobilisation pour les retraites, elles l'appuient. Contrairement aux primes que les patrons

consentent parfois à céder face à l'inflation, la hausse des salaires assure celle des cotisations pour les retraites et tout le système de Sécurité sociale. Et en faisant payer le grand patronat, nous pourrions revenir à un âge de départ à 60 ans, avec 37,5 annuités de cotisation, voire moins pour les métiers les plus pénibles et éreintants.

Tous ensemble pour gagner

Le gouvernement prétend qu'il peut passer outre nos grèves ? Pas si sûr ! Sans nous, rien ne fonctionne. C'est ce que tout le monde voit quand nous sommes en grève. Et les patrons ne sont pas prêts à payer la casse des retraites par la paralysie de leurs juteuses affaires, la volatilité de leurs profits. Comme eux, Macron et ses ministres craignent une grève reconductible qui s'étendrait de secteur en secteur pour finir par englober les 93 % des salariés opposés à leur « réforme » selon les derniers sondages, en fait l'ensemble du monde du travail, nous toutes et tous !

Cette grève ne peut reposer sur les seules épaules des travailleurs du rail ou des raffineries. Il faut qu'y participent ceux de la logistique qui acheminent les colis, de la métallurgie qui font tourner les usines, les enseignants – dont le Covid a montré à quel point ils étaient essentiels aux patrons... non pour instruire nos enfants, mais pour faire tourner la « garderie nationale » –, et bien d'autres. Il faut en fait que tout le monde s'y mette ! Afin que chaque piquet de grève, chaque site bloqué se sente entouré de la solidarité des autres. Et si un secteur part le premier, les autres devront tout faire pour le rejoindre au plus vite. En effet, si des dates fleurissent ici et là pour entamer un prolongement de la grève, deux jours, 72 heures, illimitée, il devient indispensable qu'à un moment, nous y soyons toutes et tous en même temps.

À nous de décider de nos rythmes et de nos moyens d'action. Réunissons des assemblées générales, dans nos lieux de travail, mais aussi en interprofessionnel à l'échelle des villes ou des départements. Organisons ensemble la grève générale et la marche à la victoire !

Certification bidon, ça recommence

Alors que l'hôpital gèle des lits, que les CMP n'ont plus les moyens de recevoir les patients et que ceux-ci s'entassent aux urgences psychiatriques dans l'espoir d'obtenir une place en intra devenue chère, les « hautes autorités de santé » viennent au CHN voir si l'institution fonctionne bien. Pas un mot sur les conditions dans lesquelles nous travaillons ni les restrictions budgétaires imposées année après année à l'hôpital. Peut-être devrait-on s'inviter à la danse pour dire ce que nous en pensons.

Une honte

Nous avons tous reçu un questionnaire pour savoir... si nous maltraitons les patients.

Les listes d'attente s'allongent dans les CMP ; les patients ne sont vus que tous les trois ou six mois ; il faut attendre un an pour pouvoir avoir un rendez-vous avec une psychologue ; lorsque les patients décompensent, pas moyen de trouver une place en admission ; les équipes ont été réduites à leur strict minimum, ne laissant pas de temps pour s'occuper des malades correctement ; la violence dans les pavillons d'admission est de plus en plus présente ; dans les pavillons de patients au long cours, les sorties ne peuvent se faire faute de personnel.

Et c'est à nous que ce questionnaire est envoyé ! Ces soi-disant « experts » devraient plutôt commencer par adresser leur questionnaire à l'ARS et au directeur.

Et ça continue

Aux Rosiers, l'équipe a vu débarquer des gens venus dire comment il fallait se laver les mains ! Après trois ans d'école tout le monde sait le faire, mais peut-être que la direction pense que la schizophrénie est contagieuse ! En attendant, il n'y a quasiment plus de clinique à l'hôpital faute de temps et de moyens humains. C'est sûr qu'il faut être une direction un peu psychotique pour être à ce point en dehors de la réalité.

Les cadres s'agitent

On ne les avait pas vu s'agiter comme ça depuis des lustres. Certains cadres brassent de l'air avec un questionnaire à la main venant vérifier si les affichages sont bien mis... Des questionnaires qui portent sur la forme, mais pas sur le fond du problème, à savoir la qualité des soins dans les pavillons.

Un tableau surprenant

La direction a fait circuler un tableau dans lequel sont notés les capacités d'accueil de l'établissement

aujourd'hui. Elle stipule elle-même que cela ne tient pas compte des lits gelés. Cela fait pourtant plusieurs mois que ces lits ne sont plus accessibles aux patients. Si c'est cela qui remonte au gouvernement cela lui permettra de montrer des chiffres mensongers et de se vanter auprès des médias en masquant le fait que des lits continuent d'être fermés alors que les hôpitaux sont déjà à l'agonie.

Les salaires doivent suivre

La direction nous a fait passer une information nous expliquant comment accéder à la prime carburant. Une prime dérisoire vu toutes les augmentations que nous subissons chaque jour : énergie, alimentation, carburant... sans compter que très peu y ont droit. Ce qu'il faut, ce sont des augmentations de salaire conséquentes.



À vot' bon cœur !

Quand Emmanuel Macron se pose en sauveur de l'hôpital public et de la santé, Brigitte Macron fait la quête. Présidente de la Fondation des hôpitaux, elle supervise les tirelires qui vont servir à récolter des « pièces jaunes » pour financer des projets hospitaliers. À l'hôpital, la charité au 21^e siècle... On connaissait la maxime « l'hôpital qui se fout de la charité », mais là c'est « la charité qui se fout de l'hôpital ».

La violence policière érigée en système

La vidéo du meurtre de Tyre Nichols, jeune Afro-Américain, par la police de Memphis, est d'une violence insoutenable. Craignant des émeutes, les autorités américaines affichent une consternation de façade. Mais cette violence fait partie du fonctionnement ordinaire de la police aux États-Unis. En 2022, ces violences policières y ont causé la mort de 1 176 personnes. Elles font partie du système d'oppression dans lequel une minorité de privilégiés exploite une majorité.